



# Bulletin du RIOCM

Décembre 2020

Destiné aux organismes  
communautaires de Montréal

## BILAN DE L'AUTOMNE DANS LA FOULÉE DES MISES À JOUR ÉCONOMIQUES



L'automne a été marqué par la deuxième vague de la pandémie et l'actualité politique jalonnée par le dépôt du budget 2021 de la Ville de Montréal et les mises à jour économiques des gouvernements du Québec et du Canada. Le gouvernement de François Legault a surtout insisté sur son plan de relance économique qui teinte également son plan vert.

Bien que les gouvernements du Québec et du Canada aient beaucoup dépensé pendant la dernière année de crise et accumulé d'imposants déficits, ils pourraient être de retour à l'équilibre budgétaire d'ici quelques années. Pour le gouvernement du Québec, cela demeure une priorité. L'atteinte de cet objectif est conditionnelle à un contrôle des dépenses, d'un côté et, de l'autre, à une augmentation des revenus, de deux façons : par la revitalisation de l'économie et la hausse du financement fédéral en santé. Les dépenses en santé constituent depuis longtemps le poste budgétaire le plus important du gouvernement provincial. Comme l'augmentation des revenus est incertaine, plusieurs craignent un retour à l'austérité. Si les élus disent exclure d'envisager des coupes budgétaires dans les services publics, une question demeure : quel est le coût social d'un retour à l'équilibre budgétaire d'ici 5 ans ?

**Il faut rappeler  
aux gouvernements  
l'importance de ne  
laisser personne derrière.  
Le statu quo ou le contrôle  
des dépenses, notamment  
en santé et services sociaux,  
est impensable dans la  
situation actuelle.**

### AVIS DE FERMETURE

Veillez noter que le RIOCM sera fermé pendant les vacances des fêtes, du 18 décembre 2020 au 3 janvier 2021.



**RIOCM**

Regroupement intersectoriel  
des organismes communautaires  
de Montréal

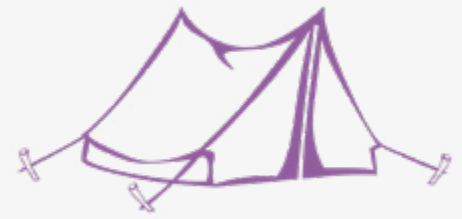
## Inégalités systémiques

La crise a fait apparaître très clairement les **failles du filet social** et un **réseau public à bout de souffle** et reproduisant les inégalités systémiques en laissant un nombre incalculable de personnes et de familles dans le besoin.

Le gouvernement de François Legault refuse pourtant de reconnaître l'existence d'une crise en santé mentale et même du racisme systémique, subi par les personnes racisées et à statut d'immigration précaire autant que par les personnes issues des Premières Nations.

Les initiatives de l'automne pressent le gouvernement à agir, comme les mobilisations autour du sous-financement des organismes de Montréal-Nord, du dé-financement de la police, pour la régularisation du statut des « anges gardien.nes » (personnes demandeuses d'asile ayant travaillé dans le réseau de la santé lors de la pandémie de COVID-19), sans oublier le Principe de Joyce visant à garantir aux Autochtones un traitement sécuritaire et exempt de discrimination dans les soins de santé et les services sociaux. La crise sanitaire se poursuit et ses effets sur les populations se perpétuent. Bien que d'importantes mesures soient mises en place pour les contrer, celles-ci n'arrivent pas à répondre à l'ensemble des besoins, tant les conditions préexistantes sont nombreuses et les investissements publics insuffisants. De plus, il y a une incohérence entre l'aspect structurel des problèmes et la réponse ponctuelle et ciblée.

Illustration : Maillys Flamand



## Itinérance

Le plan de mesures hivernales de la Ville de Montréal en matière d'itinérance était très attendu, en raison des crises sanitaire, du logement et des opioïdes qui ont dégradé les conditions de vie de nombreuses personnes en situation d'itinérance et de marginalité. De plus, la capacité d'accueil des ressources existantes a été réduite en raison des mesures sanitaires. La création de nouvelles places dans les refuges, notamment par la conversion de l'Hôtel Place Dupuis, et l'augmentation du nombre de haltes-chaleur, enfin implantées dans des quartiers plus éloignés du centre-ville, étaient indispensables. Toutefois, ces solutions restent ponctuelles. Plusieurs réclament des initiatives plus diversifiées et sur le long terme afin de s'attaquer aux causes. La situation des irréductibles du campement Notre-Dame prouvent que ces alternatives ne sont pas satisfaisantes pour tous.

## Pauvreté et isolement

Cet automne, nous avons appris la prolongation de certaines mesures d'aides pour soutenir, entre autres, les chômeurs et chômeuses, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) prolongée sous la forme de la Prestation canadienne pour la relance économique (PCRE) et la subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). Toutefois, la prolongation des consignes visant à réduire au maximum les contacts sociaux fait progresser certains défis associés à l'isolement social. Nous pouvons penser à la détérioration de la santé physique et mentale, les violences conjugales et familiales, l'augmentation des difficultés financières, etc. À l'approche des fêtes, les demandes en lien avec les besoins de base, notamment l'aide alimentaire, demeurent élevées. Plusieurs nous alertent aussi de l'augmentation exponentielle de la détresse psychologique au sein de plusieurs catégories de population : jeunes, femmes, parents, personnes seules, personnes en situation de pauvreté, etc.

## Des financements à la mission globale limités dans le temps

Pour répondre aux besoins criants des organismes communautaires, plusieurs annonces d'investissements ont été faites cet automne. Toutefois, ceux-ci sont encore une fois limités dans le temps. Par exemple, le nouvel investissement de 85 M\$ pour les organismes communautaires famille (OCF). Il contribue à réduire le manque à gagner en matière de financement à la mission globale en assurant minimalement 130 000 \$ par année pour chaque OCF. Une excellente nouvelle qui est toutefois assombrie par l'horizon limité du financement à 5 ans alors que les OCF réclament bien évidemment un financement récurrent.



**Centraide du Grand Montréal** a également sonné la fin de la récurrence du financement à la mission globale avec l'annonce de la révision de sa stratégie d'investissement (Webinaire sur la [Stratégie d'investissement de Centraide du Grand Montréal](#)) (format MP4). Sans détailler les nouvelles modalités d'attribution de ses fonds, la fondation souhaite miser dès avril 2022 sur des financements limités à quelques années et répartis en fonction d'indices populationnels et de défavorisation. Nous restons à l'affût en espérant que la nouvelle stratégie d'investissement se précisera rapidement. Cette annonce plonge l'ensemble des groupes soutenus actuellement par Centraide dans l'incertitude quant au maintien de leur financement au-delà de la période de transition d'un an.

L'arrivée d'un vaccin ne mettra pas fin instantanément à la crise sanitaire ni aux crises économique et sociale qui l'accompagnent. Les demandes d'aide croissantes de la population continueront de faire pression sur les organismes alors que leurs possibilités d'autofinancement se rétrécissent. Les dons privés comme ceux des fondations se tarissent puisqu'ils proviennent des mêmes bourses.

**C'est la limite du financement philanthropique, qui n'est pas une solution viable au déficit de financement public récurrent à la mission globale.**

PROGRAMME DE **FORMATION**

HIVER-PRINTEMPS 2021

↳ **Inscrivez-vous!**



[riocm.org/formation](https://riocm.org/formation)

# RETOUR SUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (PSOC)

**La crise force les organismes à se « réinventer », à s'adapter, pas seulement pour répondre aux mesures sanitaires et aux besoins émergents, mais aussi pour obtenir les financements assurant leur survie.**

Au cours de la première et la deuxième vagues, certains groupes ont dû mettre en veille leur rôle de transformation sociale pour se concentrer sur les services à offrir. Plusieurs ont aussi dû restreindre l'espace démocratique à un rassemblement virtuel pour remplir leurs obligations légales. L'obligation de tenir une assemblée générale annuelle (AGA) a été levée très tard à l'automne, après des mois de négociations, ce qui a poussé de nombreux groupes à les organiser malgré tous les défis et limites que cela pose.

## Fonds spéciaux : aide rétroactive et ponctuelle ne répondant pas au besoin

Pourtant, une soif de mise en commun des expériences et la volonté de recommencer à accueillir les participants et participantes dans les locaux pour poursuivre les luttes se font bien sentir. Bien que la COVID-19 n'ait pas réussi à altérer le goût de l'engagement dans le mouvement d'action communautaire autonome (ACA), des groupes pourraient ne pas survivre à la pandémie. En particulier, les groupes les moins financés à la mission globale qui ne pourront pas compter sur les campagnes de financement et l'autofinancement, ainsi que les organismes qui, ironiquement, n'ont pas les « moyens » d'accéder aux fonds spéciaux du gouvernement du Québec, parce qu'ils n'ont pas les ressources humaines pour remplir les rééditions de compte imposantes ou parce qu'ils n'ont pas les réserves financières pour risquer d'accumuler un déficit en maintenant ou en intensifiant leurs activités. En fait, **le fonds spécial annoncé pour pallier les pertes de revenus d'autofinancement (70 M\$)** n'est finalement accessible qu'aux organismes capables de démontrer un déficit pour la première vague de la pandémie, soit jusqu'au 30 septembre dernier. En agissant de manière rétroactive, le gouvernement rate sa cible.

Ce fut également le cas pour les **fonds spéciaux en santé mentale (17 M\$, puis 10 M\$)** pour augmenter les services offerts par les organismes. Le premier fonds dédié à l'embauche de personnel est arrivé tard à l'automne, alors qu'il était censé couvrir l'année 2020-2021 jusqu'en mars. Cela forçait les organismes à embaucher une ressource pour quelques mois seulement, ce qui n'est ni souhaitable ni viable, en plus d'être très difficile. Ainsi, malgré les besoins exponentiels de la population, plusieurs organismes ont fait le choix de ne pas demander d'aide dans le cadre de cette enveloppe ciblée. Heureusement, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a annoncé un nouvel investissement de 10 M\$ pour prolonger ce fonds spécial pour l'année 2021-2022. Toutefois, les autres mesures prévues pour diminuer les listes d'attente pour obtenir des services en santé mentale font craindre le départ du personnel du milieu communautaire vers le réseau public offrant de meilleures conditions de travail. Tous s'entendent pour dire que les investissements annoncés restent grandement insuffisants.

## LETTRE OUVERTE

Les regroupements d'organismes communautaires de montréalais ont fait parvenir une lettre au ministère de la Santé et des Services sociaux, aux députés provinciaux de Montréal ainsi qu'aux médias pour les informer (ou leur rappeler) que les fonds d'urgence du gouvernement du Québec se sont révélés inadéquats et incompatibles avec les réalités de fonctionnement des groupes.

↳ Lire la lettre intitulée [À qui sont destinés les fonds d'urgence COVID-19 communautaire en santé et services sociaux?](#)

En réponse à la migration des ressources vers le réseau public, nous saluons néanmoins **l'investissement gouvernemental qui permet de bonifier les salaires dans les entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EÉSAD)** et pour les personnes qui offrent des services de soutien à domicile dans le cadre du chèque emploi-service. Cela réduira certainement l'exode des travailleurs et travailleuses prenant soin de nombreuses personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie et personnes âgées demeurant chez elle. Cela dit, la pandémie se poursuit et les proches aidants s'épuisent. Dans tous les milieux offrant des soins et services de première nécessité, le personnel, majoritairement féminin, est à bout de souffle. Le milieu communautaire ne fait pas exception. Les syndicats ne sont pas les seuls à dire qu'il est plus que temps de réinvestir dans le réseau public, autant en éducation que dans le secteur de la santé.

## Rehaussement du PSOC

Annoncée au budget déposé en mars dernier, la répartition du rehaussement du financement à la mission globale pour les organismes financés au PSOC est maintenant réalisée et elle devrait être adoptée le 10 décembre par le CA du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Le processus a été très rapide, contrairement à l'année dernière, notamment en l'absence de critères additionnels imposés par le Ministère. Cela a permis d'appliquer le mécanisme prévu au cadre régional visant à réduire les inégalités de financement entre les organismes ayant la même mission (typologie). Les groupes devraient recevoir prochainement l'annonce officielle du rehaussement qui leur est accordé.

## Nouveau cadre de gestion ministériel du PSOC

L'automne marque la fin de la première phase des travaux de révision du cadre de gestion ministériel du PSOC pour le financement à la mission globale. Bien que les thématiques en négociation soient connues depuis l'ouverture de ce chantier en 2016-2017, nous avons enfin découvert la teneur des changements apportés au terme des travaux tenus à huis clos, comme l'a exigé le gouvernement de François Legault. Les discussions ont eu lieu entre les représentants du ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS), certains CISSS/CIUSSS et la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC) et la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB), qui sont les deux organismes interlocuteurs privilégiés du communautaire auprès du MSSS pour le PSOC. Retenons que le changement majeur consiste à restreindre le financement à la mission globale aux groupes démontrant leur adhésion aux huit critères de l'action communautaire autonome (ACA). Des rencontres d'information sur les changements majeurs apportés au cadre ministériel sont organisées par le RIOCM et d'autres regroupements sectoriels montréalais au cours des prochaines semaines et mois. Aussi, une deuxième phase des travaux visant notamment à définir les autres modes de financement du programme débutera en début d'année prochaine.



# L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME AU TEMPS DE LA COVID-19 : gros plan sur l'Observatoire de l'ACA

La crise de la COVID-19 a mis en lumière le caractère indispensable du mouvement d'action communautaire autonome. La couverture médiatique sans précédent des inégalités sociales, exacerbées par la crise, a aussi révélé le travail des organismes communautaires luttant pour une plus grande justice sociale. Par leur ancrage dans les communautés, les groupes d'ACA ont réussi à rejoindre les personnes oubliées de la crise et à répondre efficacement à l'urgence. En contexte pandémique, mais c'est aussi le cas depuis de nombreuses années, ils ont dû se substituer au filet social déficient avec des moyens toujours aussi insuffisants. Nous le savons, la COVID-19 a des impacts importants sur les populations. Elle en a aussi sur les groupes communautaires et c'est ce que l'Observatoire de l'ACA se propose d'analyser ([L'Observatoire de l'ACA – Par et pour l'action communautaire autonome](#)).

En plus du caractère tout à fait extraordinaire de la période et du contexte étudiés, la rareté des recherches d'envergure sur l'ACA rend l'entreprise aussi riche et importante que complexe. Cela se traduit, d'une part, par des choix déchirants quant aux thématiques à étudier en priorité et, d'autre part, par l'adoption de points de vue et processus de recherche les plus inclusifs possible. Ce rôle revient au comité d'encadrement de la recherche composé du RIOCM, représentant de la CTROC, du Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec, du Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD), de Relais-Femmes, en plus d'une chercheuse de l'UQAM (Annie Camus) et des regroupements nationaux fondateurs de l'Observatoire : la Table nationale des corporations de développement communautaire (TNDCDC) et le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA).

**Les trois positionnements de départ ou lignes directrices modulant le processus de recherche sont :**

- 1) L'approche PAR et POUR l'ACA**
- 2) L'analyse féministe intersectionnelle**
- 3) L'inclusion des groupes en marge de l'ACA**

La première approche a déjà donné lieu à des consultations exploratoires sous formes multiples (groupes de discussion, sondage ouvert à tous, assemblée publique) afin que le milieu communautaire puisse pointer les thématiques à prioriser. Autrement dit, les plus grands impacts à documenter et, surtout, les données les plus porteuses pour appuyer nos luttes. Ces occasions ont également permis aux groupes d'échanger sur leurs expériences de la crise ; des moments aussi précieux qu'essentiels pour sortir de l'urgence et réfléchir aux pratiques d'ACA. Les résultats de ces consultations seront diffusés au début 2021 et orienteront les sujets et l'échantillonnage des groupes de discussion prévus à l'hiver. Enfin, la présentation des données recueillies, dès le printemps 2021, dépendra des besoins exprimés par les groupes et le mouvement d'ACA. 🌈

Alors que la collecte de données avance à grande vitesse, la deuxième et la troisième approches se déploient progressivement. Pour l'analyse féministe intersectionnelle, cela se fait d'abord par l'ajout de questions dans le sondage quantitatif développé en collaboration avec l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) afin d'obtenir des données diversifiées (sexe, âge, situation : personne à statut d'immigration précaire/réfugiée, issue des Premières Nations, en situation de handicap, racisée) sur :

- ↳ les populations rejointes par les groupes
- ↳ la composition des équipes de travail dans le milieu communautaire.

En fait, les inégalités systémiques peuvent être appréhendées par l'étude des populations les plus touchées par la crise sanitaire (femmes, personnes âgées, quartier à forte densité de populations immigrantes et racisées, etc.) et des populations qui ont fréquenté les organismes ou qui leur ont demandé de l'aide, mais aussi par l'observation des transformations dans la composition des équipes et des conditions de travail dans les groupes d'ACA. D'ailleurs, ce dernier chantier est aussi pertinent que vaste et l'Observatoire de l'ACA collabore avec l'équipe du Groupe de recherche interuniversitaire et interdisciplinaire sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS), qui poursuivra ses travaux

([Rapport de recherche](#), octobre 2020) en période de crise.

Finalement, l'Observatoire souhaite documenter les expériences des groupes qui s'identifient aux huit critères de l'ACA, mais dont la voix est rarement entendue, malgré leur dynamisme pendant la crise. On peut penser aux groupes en attente d'un premier financement à la mission globale, à ceux qui ne sont pas encore reconnus par le gouvernement provincial ou encore à ceux qui ne sont pas membres d'un des regroupements d'ACA. Quelques stratégies sont élaborées pour relever le défi de rejoindre ces groupes « en marge » de l'ACA.

En cette fin d'année marquée par l'incertitude, l'Observatoire de l'ACA est un phare permettant de garder le cap sur nos revendications en vue des prochains budgets gouvernementaux hautement déficitaires et du nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), attendu au printemps.

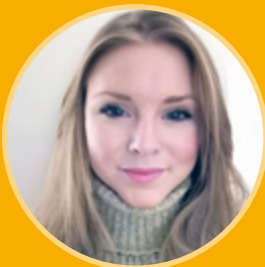
Souhaitons que cette initiative  
soit pérennisée au-delà de la crise  
pour continuer à documenter  
les transformations  
du mouvement d'ACA  
et valoriser le travail  
de transformation sociale  
de ce mouvement  
unique au monde.

# Retour sur ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Contexte pandémique oblige, le RIOCM a dû tenir, le 18 novembre dernier, son assemblée générale annuelle (AGA) sous forme virtuelle pour présenter à ses membres un court bilan des derniers mois et poser les bases de l'année à venir. Vous êtes donc invités à consulter notre [rapport d'activités 2019-2020](#).



## Votre conseil d'administration 2020-2021



**Veronica Isla**, (présidente et siège Défense des conditions de vie des femmes), **Ann-Marie Trépanier** (trésorière), **Yvon Couillard** (secrétaire), **Lama Boughaba**, **Cecilia Escamilla**, **Dominique Raptis** et **Julien Montreuil**

Plusieurs postes étaient à pourvoir cette année qui fut marquée par le départ de Line Bergeron et la fin des mandats de **Michel Forgues**, **Marie-Claude Sauvé**, **Dominique Raptis** et **Pierre Riley**. En l'absence de ce dernier, un émouvant hommage lui a été rendu. Trois nouvelles personnes ont intégré le CA : **Lama Boughaba**, **Ann-Marie Trépanier** et **Cecilia Escamilla** qui avait été cooptée plus tôt cet automne. **Dominique Raptis** a, pour sa part, obtenu un deuxième mandat et **Julien Montreuil** fait son retour en tant qu'administrateur.



# JOYEUSES FÊTES!

Profitez de votre « bulle » pour vous ressourcer durant les congés des fêtes. C'est plus que mérité après l'année exceptionnelle que nous avons traversée !

Notre souhait : que vous réussissiez à conjuguer distanciation physique et solidarité pendant les fêtes et tout au long de l'année à venir. Soyez créatifs et continuez à tricoter vos liens sociaux en utilisant la bonne vieille poste comme des moyens plus technos.



## RIOCM

Regroupement intersectoriel  
des organismes communautaires  
de Montréal

6839, rue Drolet, bureau 211  
Montréal (Québec) H2S 2T1

[WWW.RIOCM.ORG](http://WWW.RIOCM.ORG)

TÉLÉPHONE 514 277-1118  
COURRIEL [info@riocm.org](mailto:info@riocm.org)

RÉDACTION : Roxanne Milot  
MISE EN PAGE : Lucie Poulin  
RÉVISION : Corinne Parmentier